



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction Générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEOI

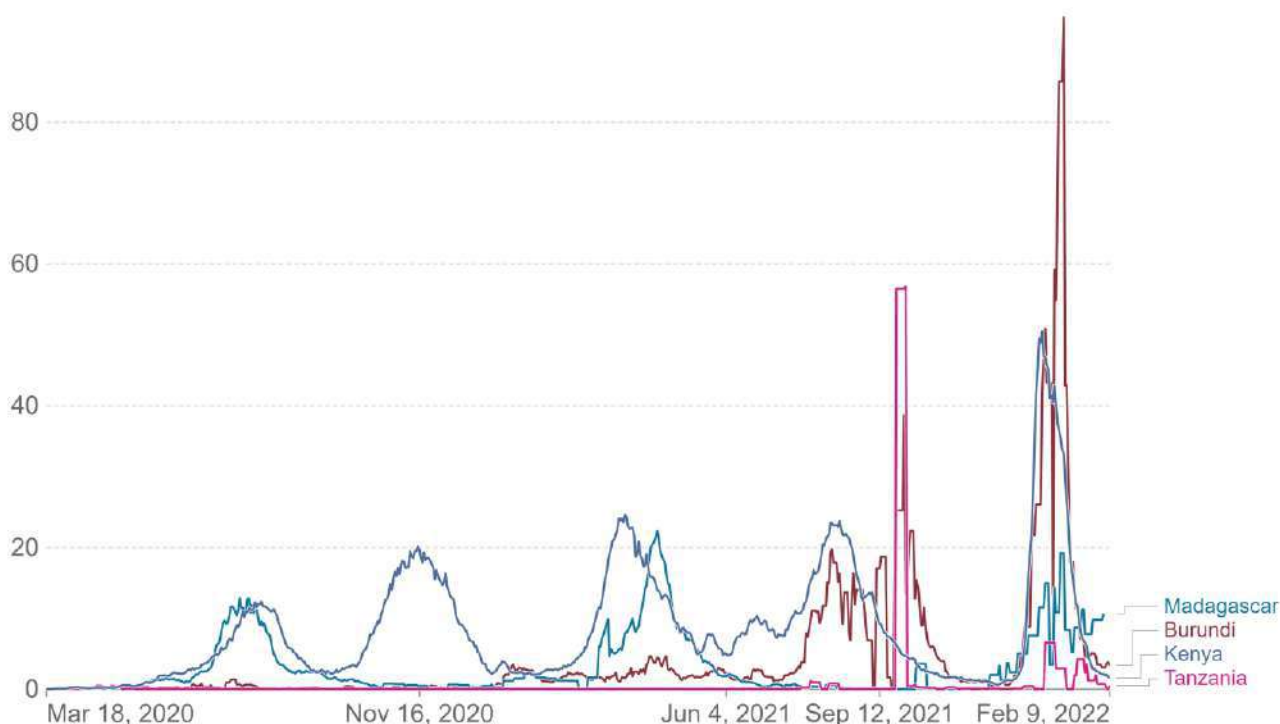
8 Février 2022

Evolution de la situation sanitaire

Daily new confirmed COVID-19 cases per million people

7-day rolling average. Due to limited testing, the number of confirmed cases is lower than the true number of infections.

Our World
in Data



Source: Johns Hopkins University CSSE COVID-19 Data

CC BY

🍷 Burundi

Bilan sur le *Burundi Coffee Alliance*

Le projet *Burundi coffee Alliance* (BCA) comprenant des partenaires locaux et internationaux a été inauguré il y a cinq ans, ayant pour but d'améliorer la productivité et la qualité du café. D'après un bilan qui a été récemment fait sur le projet, la productivité s'est améliorée passant de la moyenne de 1,4 kg/pied à 3,3 kg/pied; le revenu moyen par ménage tiré du café est passé de BIF 193,840 (soit 0,10 USD) à BIF 513,140 (soit 0,26 USD); plus de 43 320 producteurs du café (dont 30% étaient des femmes tandis que 25% étaient des jeunes) ont été encadrés; des femmes réunies en coopératives ont pu avoir accès aux crédits. Les enjeux auxquels fait face le projet comprennent l'insuffisance de pesticides pour des maladies, des ravageurs non traités en campagne de masse et le manque / l'insuffisance d'engrais minéral. Un représentant de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) a assuré que les États-Unis continueront à apporter son appui multiforme au gouvernement burundais en général, et plus particulièrement dans le secteur du café.

🍷 Comores

Pas de brèves cette semaine

🍷 Djibouti

Pas de brèves cette semaine.

🍷 Erythrée

Pas de brèves cette semaine.

🍷 Ethiopie

Approbation d'un budget supplémentaire de 2,5 Mds USD

Le parlement éthiopien a approuvé un budget supplémentaire 122 Mds ETB (soit 2,5 Mds USD) sur un budget initialement prévu de 561 Mds ETB (11,1 Mds USD) pour l'année fiscale 2021/22. La majorité de ce budget (90 Mds ETB soit 1,8 Mds USD) sera alloué au ministère de la Défense qui a participé depuis plus d'un an à la guerre dans le nord du pays. Cette rallonge budgétaire fait quadrupler le montant initialement alloué à la défense (22 Mds ETB soit 446 MUSD). 8 Mds ETB (soit 158,6 MUSD) seront affectés à l'aide alimentaire d'urgence et aux achats de blé; 5 Mds ETB (99,1 MUSD) iront à la reconstruction des infrastructures endommagées par la guerre civile et 2 Mds ETB (39,6 MUSD) à la réhabilitation des barrages d'irrigation dans les plantations sucrières appartenant à l'État. Le solde est réservé pour les imprévus. Selon le MoF, ce budget additionnel sera financé par la mise en vente de bons du Trésor (*T-bills*), contrairement aux dernières années (avances directes de la banque centrale). Alors que l'Éthiopie dispose d'une dette publique de 55,6 Mds USD (51% du PIB), cette enveloppe supplémentaire viendra accroître le déficit budgétaire (de 2,7% l'an dernier à environ 4% du PIB) dans un contexte de faible mobilisation des recettes fiscales et de ralentissement des financements externes. Au premier trimestre EFY22, le ministère des finances annonce avoir reçu 137 MUSD de prêts

extérieurs, soit 32 % de moins qu'à la même période l'an dernier.

Les négociations entre *Ethio Telecom* et *Safaricom* stagnent

Alors qu'il ne reste que deux mois avant le lancement officiel de *Safaricom* en Éthiopie, les négociations de partage d'infrastructures avec la société monopolistique publique *Ethio Telecom* peinent à aboutir. En effet, *Ethio telecom* devrait partager l'accès à ses 7 100 tours et à une partie de son réseau de fibre optique de 22 000 km. Néanmoins selon la presse, les prix par pylône (2000 USD/mois vs 1700 USD initialement proposé par l'*Ethiopian Communications Authority*) feraient échouer les négociations. *Safaricom*, qui a payé 850 MUSD pour l'obtention d'une licence sur 15 ans, poursuit son projet de développement d'infrastructures et a annoncé la construction d'un centre de données de 100 MUSD à Addis-Abeba. Sur les 6 premiers mois de l'année fiscale 2021/22, *Ethio Telecom* a annoncé avoir réalisé un CA de 28 Mds ETB (556 MUSD) en progression de +6,7% par rapport à l'année dernière, malgré des pertes entraînées par le conflit dans le nord du pays, estimées à 74 MUSD.

Kenya

Les transferts de fonds de la diaspora atteignent un record en 2021

En 2021, les transferts de fonds de la diaspora kényane ont atteint 3,7 Mds USD, contre 3,1 Mds USD en 2020 (+ 20,2 %) et 2,8 Mds USD en 2019 (+ 32,9 %). Avec 62,9 %, l'Amérique du Nord reste la première zone pourvoyeuse de ces fonds (56,4 % en 2020 ; 48,0 % en 2019), loin

devant « le reste du monde » avec 18,8 % en 2021 (26,3 % ; 28,3 %) et l'Europe à 18,4 % (17,3 % ; 23,7 %). Cette année record marque la poursuite d'une hausse tendancielle des transferts de fonds de la diaspora kényane : ils s'établissaient, par exemple, à 891,1 MUSD en 2011 et 1,5 Mds USD en 2015.

Les plus grands prêteurs kenyans classés parmi les 500 premières banques en termes de *brand value*

Les banques kényanes *Equity Group* et *KCB* - les plus grands prêteurs du Kenya en termes d'actifs - ont été classées parmi les 500 premiers prêteurs au monde en termes de valeur de marque, grâce aux sentiments positifs de leurs clients qui les ont évaluées sur des facteurs tels que la qualité, la réputation et la satisfaction de la clientèle. Ils ont été classés respectivement aux positions 338 et 366 par le cabinet de conseil mondial en évaluation de marques *Brand Finance*, qui a attribué à leurs marques une valeur de 388 MUSD et 338 MUSD respectivement. Le cabinet de conseil décrit la valeur de la marque comme le bénéfice économique net que les propriétaires obtiendraient en concédant une licence pour leur marque sur le marché libre. Parmi les 20 banques africaines de cinq pays figurant sur la liste, *Equity* et *KCB* ont été classées respectivement neuvième et onzième.

Les subventions au carburant sont régressives et inefficaces selon le FMI

Alors que la hausse des prix du carburant a été l'un des principaux moteurs de l'inflation kényane en 2021, les autorités ont créé un fonds dont le seul but est de subventionner les prix à la pompe, afin que la hausse du prix du baril sur les marchés ne se répercute pas sur les consommateurs kényans et *in fine* sur l'inflation. Sans ce fonds, l'essence à la pompe aurait atteint, le 15 janvier 2022, 144,47 KES/L (1,27 USD) contre 129,72 (1,14 USD) une fois subventionnée et le diesel 128,44 KES/L (1,13 USD) contre 110,6 KES/L (0,97 USD). Selon le

FMI, ces subventions sont régressives et ont un impact négatif sur l'efficacité de l'économie kényane, conduisant à une allocation inefficace des ressources, les principaux bénéficiaires étant les plus aisés. Selon *Sterling Capital Ltd* et la fédération des consommateurs kényans, il serait préférable de combattre l'inflation par la politique monétaire ou d'influer les prix du carburant par d'autres mesures non-tarifaires qui permettraient de réduire les frais de surestaries : renforcement des réserves stratégiques de carburant (aujourd'hui d'une semaine en moyenne, obligeant le pays à payer des frais de surestaries de 12 MUSD par an aux pétroliers) et agrandissement du port de Mombasa.

Appel d'offre lancé pour la fourniture de bus du futur BRT de Nairobi

L'appel d'offre pour la fourniture de bus BRT (*Bus Rapid Transit*) en *leasing*, exclusivement électriques, hybrides ou biodiesel a été lancé début février par la *Nairobi Metropolitan Area Transport Authority* (NaMATA). Ces bus devraient circuler sur la future ligne de BRT de 27 km reliant *Ruiru* (situé au nord-est de Nairobi) et le *Kenya National Hospital*, le long de l'autoroute *Nairobi-Thika*. Le chinois *Stecol Corporation* (en *joint venture* avec *Shanghai Municipal Engineering Design Institute*) est en charge de la construction des lignes dédiées, des 13 stations intermédiaires et d'une station de transfert, pour un contrat de 52 MUSD financé sur le budget kenyan courant. Cette première ligne s'inscrit dans le cadre d'un projet de réseau de cinq lignes de BRT destinées à fluidifier la circulation à Nairobi. Ce projet devrait : i) contribuer à pallier le manque de transports publics à Nairobi, dont la population métropolitaine avoisinait les 8 M d'habitants en 2021; et ii) lutter contre les embouteillages récurrents de la capitale kényane (qui coûteraient à l'économie du pays 1 Md USD par an).

Des ambitions fortes pour l'accès à l'eau potable et à l'assainissement

L'accès à l'eau potable s'est nettement amélioré au Kenya ces dernières années, passant de 53,3 % en 2013 à 70 % en 2021 (34,8 millions de personnes), selon les derniers chiffres communiqués par la Ministre de l'Eau, de l'Assainissement et de l'Irrigation. Sur le volet assainissement, une augmentation de 22,1 à 29,0% a été constatée en zone urbaine. Le secteur de l'eau et de l'assainissement constitue une priorité pour le gouvernement qui affiche des objectifs ambitieux : 40% de taux d'accès à l'assainissement en zone urbaine et un accès universel à l'eau potable d'ici 2030. Pour l'atteinte de ces objectifs, 113 projets ont déjà été achevés, tandis que 650 autres sont prévus. Parmi les projets phares figurent l'extension du réseau d'eau potable et d'assainissement de *Kisumu* (co-financé par l'AFD, la BEI et l'UE), les barrages de *Thwake* (financement BAD, *Mwache* (co-financement AFD, Banque Mondiale) ou *Ruiru II* (cofinancé par un prêt du Trésor français).

Madagascar

Axian Telecom lance une émission d'obligations pour un montant maximal de 420 MUSD

L'agence de notation Fitch a annoncé dans un communiqué le 3 février avoir accordé à *Axian Telecom* (filiale du premier groupe malgache *Axian*) une notation à long terme B+ avec perspectives stables. Cette notation intervient dans le contexte d'une émission d'obligations d'un montant maximal de 420 MUSD par *Axian Telecom* et du processus d'acquisition du deuxième opérateur téléphonique tanzanien *Tigo*, filiale du groupe luxembourgeois *Millicom*. *Axian* renforcera sa présence en Afrique après l'acquisition, seul ou en partenariat, de *Télécom Réunion Mayotte*, *Tigo Sénégal*, *Togocom* et *Telco Comores*.

🍷 Maurice

La Banque mondiale recommande une réforme du secteur mauricien du sucre

Le ministère mauricien de l'agro-industrie et de la sécurité alimentaire a rendu public le 5 février le rapport de la Banque mondiale sur la réforme de l'Industrie sucrière. Le rapport constate notamment que i) 90 % de la production de sucre est commercialisée à l'étranger ; ii) les prix du sucre au niveau international ont diminué de 30 % entre 2005 et 2019 ; iii) les coûts de la main-d'œuvre du secteur ont augmenté de 62 %. Afin d'améliorer la compétitivité du secteur sucrier, le rapport recommande la réduction des effectifs du secteur ainsi qu'une orientation vers la production et l'exportation de sucres spéciaux.

🍷 Ouganda

L'entreprise française Sogea-Satom, filiale du groupe Vinci, signe un contrat de nouvelles infrastructures d'assainissement et d'eau potable

Sogea-Satom a signé un contrat avec l'entreprise publique *National Water and Sewerage Corporation (NWSC)*, spécialisée dans la fourniture de service d'eau et d'assainissement dans les principales villes, pour la fourniture d'équipement et la construction d'infrastructures d'assainissement et d'eau potable dans la ville de *Gulu*, au Nord de l'Ouganda, et sa région. L'entreprise fournira notamment des équipements électromécaniques et de pompage d'eau brute (capacité de 30 000 m³ par jour), d'une station de pompage de l'eau potable (10 000 m³ par jour), et une usine d'eau potable dans la localité de *Karuma*. À *Gulu*, Sogea-Satom construira un nouveau réservoir d'eau en béton armé

(5 300 m³), et cinq réservoirs de stockage surélevés en acier, de 100 à 500 m³. En ce qui concerne les travaux sur l'assainissement, Sogea-Satom installera, dans une station d'épuration existante, des équipements de séchage des boues. Selon *NWSC*, ce projet pourrait servir 484 000 personnes. Il s'intègre dans la deuxième phase du Projet d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement de *Gulu* et du Programme intégré d'amélioration des conditions de vie à *Gulu* et dans les villes aux alentours (IPILC 2). Le projet est financé par la *KfW*, banque de développement allemande, qui avait déjà financé la première phase du projet, terminé en octobre 2020. Le projet va permettre d'augmenter le niveau d'accès à l'eau potable et d'assainissement pour les Ougandais.

🍷 Rwanda

Le gouvernement dévoile son budget révisé pour l'année 2022

Le ministre des finances et de la planification économique a présenté lors d'une session virtuelle le budget révisé de l'Etat pour l'année 2022. Premier enseignement : une hausse de +16,6% de la dépense publique passant de 3,2 Mds EUR à 3,7 Mds EUR. Parmi les postes de dépenses concernés, le budget récurrent va progresser de +15,3% pour atteindre 2,3 Mds EUR, les fonds alloués aux projets publics vont eux augmenter de +19% (1,4 Mds EUR). Les fonds supplémentaires serviront à financer les institutions publiques et à mettre en œuvre des projets publics, notamment dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'agriculture et de l'accès à l'électricité. Pour financer cette hausse de la dépense publique, le gouvernement table sur une augmentation des recettes domestiques passant de 1,6 Mds EUR à 1,8 Mds (+7%). Cette augmentation est attribuée aux impôts

supplémentaires et aux autres revenus attendus suite à la reprise des activités économiques post-covid. Enfin le gouvernement annonce une hausse des subventions et prêts accordés par ses partenaires internationaux.

🍷 Seychelles

Le chantier naval Piriou s'implante aux Seychelles

Le chantier naval *Piriou*, basé à Concarneau a annoncé le 1^{er} février son implantation aux Seychelles. Une filiale dénommée *Piriou Seychelles Ltd* a été créée en partenariat avec *United Concrete Products Seychelles Ltd (UCPS)*, filiale du groupe seychellois *Joseph F. Albert (JFA)*. Elle proposera des services de maintenance navale à flot aux armateurs civils et militaires locaux. Il s'agit de la cinquième implantation du groupe en Afrique et océan Indien, après le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Nigeria et la Réunion. L'actionnariat de Piriou se répartit à 60% entre les cadres et 40% entre le Crédit Agricole, BPIFrance, *Arkéa Capital* et *Africinvest*.

🍷 Somalie

Le Royaume-Uni renforce son soutien pour lutter contre les conséquences de la sécheresse

Dans le cadre de la visite en Somalie de l'envoyé spécial britannique pour la prévention de la famine et les affaires humanitaires, Nick Dyer, le Royaume-Uni a annoncé le renforcement de son soutien au pays. 8 MUSD vont être alloués à la prévention de la famine, en complément des 10 MUSD annoncés le mois dernier par le Ministre britannique pour l'Afrique, l'Amérique Latine et les Caraïbes. Près de 500 000 Somalis devraient recevoir une assistance monétaire pour l'achat de denrées alimentaires et d'eau grâce à cette

nouvelle annonce. La situation de sécheresse en Somalie a déjà affecté plus de 3,2 millions de personnes, soit près d'un cinquième de la population.

🍷 Soudan

Une forte recrudescence du prix de l'énergie

Dans les deux semaines écoulées, les prix de l'énergie, tant sur l'électricité que sur les carburants, se sont envolés. Après que des groupes d'agriculteurs aient bloqué la route reliant le Soudan à l'Égypte pour manifester contre l'augmentation des tarifs électriques de début d'année, les autorités soudanaises avaient tenté de calmer le jeu à la mi-janvier. Cependant dès le 24 janvier, le ministère des finances a de nouveau réajusté les tarifs sauf celui touchant les petits agriculteurs, qui n'a été multiplié, par rapport à la fin de 2021, que par 55. Le prix de l'électricité des ménages a été multiplié entre 32 et 77 fois, en fonction de la consommation. Le prix pour le secteur industriel a, quant à lui, été multiplié par 143. Malgré ces très fortes augmentations, ce tarif ne couvrirait que 30% du coût de revient du KWh. Le chemin reste encore long afin d'avoir une vérité des prix, qui est un des engagements à long terme (4 ans) pris par les autorités soudanaises, vis-à-vis du programme du FMI. Du côté des carburants, dès le 5 février, le prix du litre d'essence a progressé de 15% pour s'établir à 415 SDG/litre (soit 94 cents de dollar) et celui du diesel de 17% pour atteindre 407 SDG/litre (soit 92 cents de dollar). Dans le même temps, le prix de la bouteille de gaz domestique de 30 litres a progressé de 50% pour s'établir à 1200 SDG (soit 2,7 USD). Cette progression a été justifiée par l'augmentation des cours mondiaux du pétrole et la baisse du SDG.

Ces augmentations interviennent dans un contexte où le gouvernement cherche à mobiliser ses ressources internes, en raison de la suspension de l'aide extérieure.

🍷 Soudan du Sud

Le Soudan du sud n'a pas assisté au sommet de l'Union Africaine en raison d'arriérés de paiement de sa contribution

La 35^{ème} session ordinaire du sommet de l'Union Africaine se déroulait ce samedi et dimanche 5 et 6 février à Addis-Abeba. Pour cause d'arriérés de paiements des frais d'adhésion à l'UA et malgré l'envoi de représentation du Soudan du Sud en Éthiopie, le Soudan du Sud n'a pas pu participer à cette session, après décision de l'UA. Cette absence du pays au sommet de l'UA est problématique pour la relation du pays avec ses voisins et son intégration dans le continent. A la suite de cette décision de l'UA, *Juba* s'est vu menacer d'être révoqué de son adhésion à la communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) s'il ne règle pas les frais de son adhésion à la CAE.

🍷 Tanzanie

La Tanzanie ouvre des entrepôts de stockage de maïs en RDC et au Soudan du Sud

Le ministre de l'Agriculture, Hussein Bashe, a déclaré que le gouvernement avait mis en service des centres de stockage de maïs à Lubumbashi en République démocratique du Congo et à *Juba* au Soudan du Sud. Le gouvernement prévoit également d'ouvrir une autre installation de stockage dans la ville côtière de Mombasa, au Kenya. Le ministère de l'Agriculture ne

s'impliquera pas directement dans l'activité de vente des céréales exportées mais assumera le rôle d'initiateur, dans le but de permettre aux agriculteurs et aux commerçants tanzaniens d'obtenir de bons marchés pour leurs produits. Cette démarche permettra aux exportateurs locaux qui ciblent ces deux destinations d'entreposer leurs produits au plus près de leurs clients pour une livraison rapide. 800 tonnes de céréales ont déjà été livrées aux deux centres.

La Tanzanie entend se positionner comme un acteur majeur du commerce transfrontalier du maïs en Afrique de l'Est grâce à son statut de premier producteur régional.

La Tanzanie possède désormais la plus grande ressource mesurée de graphite au monde

La compagnie minière australienne *Black Rock Mining*, a annoncé que, selon la nouvelle estimation basée sur les échantillons prélevés au cours du programme d'exploration de 2019, le projet de graphite *Mahenge* hébergeait des ressources minérales mesurées de 31,8 millions de tonnes titrant 8,6% de carbone graphitique total (TGC) pour 2,7 millions de tonnes de graphite contenu. Il s'agit de «la plus grande ressource minérale mesurée de graphite au monde et la quatrième plus grande ressource minérale totale de tous les projets de graphite dans le monde». Les ressources de la catégorie «mesurée», la plus précise, permettront à *Black Rock Mining* d'assurer 10 années de production selon le schéma prévu au plan de l'entreprise. Pour le PDG, ces améliorations devraient se traduire «directement par une réduction du risque d'investissement pour les investisseurs par emprunt et par actions». Un atout important, faut-il le souligner, au moment où la compagnie mène des discussions pour lever les fonds nécessaires à la construction de la mine.

Plusieurs compagnies minières sont actives en Tanzanie, l'un des pays africains les plus riches en graphite naturel. Grâce aux divers projets miniers en cours de développement, la pays ambitionne de devenir un fournisseur mondial de premier plan, aux côtés de la Chine qui domine

l'approvisionnement mondial de ce minéral
d'avenir.



CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN

jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET

frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Anne-Brigitte MASSON anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Suzanne KOUKOUÏ PRADA

suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO

annie.biro@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS

Rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Responsable de la publication : Service économique de Nairobi
(jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr).

Rédacteurs : SER de Nairobi et SE de l'AEOI.

Pour s'abonner :

Crédits photo :

sary.zoghely@dgtresor.gouv.fr

©DGTresor